



VILLE DE
CHOISY-LE-ROI

Direction générale
LA/BL

Hélios n° 4.711.371

N° 22-319

**DÉCISION PRISE EN APPLICATION DES ARTICLES
L 2122.22 ET L 2122.23 DU CODE GÉNÉRAL DES
COLLECTIVITÉS TERRITORIALES**

Mis en ligne le
26 OCT. 2022

Objet : REGIE DE RECETTES POUR LA LOCATION OU MISE A DISPOSITION
TEMPORAIRE DES SALLES MUNICIPALES ET DU MATERIEL MUNICIPAL AU
SERVICE DES RELATIONS PUBLIQUES

RECAPITULATIF DES MODALITES DE FONCTIONNEMENT

Certifié exécutoire,
compte tenu de la réception
en Préfecture

Le ...26 OCT. 2022.....
de la publication
Le26 OCT. 2022.....

Le Maire de Choisy le Roi,

Vu les articles 1617-1 à 1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales sur
l'organisation, le fonctionnement et le contrôle des régies,

Vu le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et
pécuniaire des régisseurs,

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et
comptable publique,

Vu la délibération n° 21-020 du 10 février 2021 lui déléguant des attributions
prévues aux articles L 2122.22 et L 2122.23 du Code Général des Collectivités
Territoriales,

Vu la décision n° 05-048 du 4 février 2005 créant la régie de recettes pour les
mises à disposition des salles municipales au service des relations publiques,

Vu la décision n° 17.357 du 17.08.2017 portant récapitulatif des modalités de
fonctionnement de la régie de recettes pour la location ou mise à disposition
temporaire des salles municipales et du matériel municipal au service des relations
publiques,

Vu l'avis conforme de Monsieur le Trésorier principal d'Orly du 7 octobre 2022,

Considérant la nécessité d'actualiser par cet acte les modalités de fonctionnement
de la régie de recettes qui prendront effet **à compter du 24 octobre 2022,**

D É C I D E

Article 1 : La régie de recettes, créée le 4 février 2005, encaisse les produits suivants :

- locations temporaires ou mise à disposition temporaires des salles municipales
- cautions en cas de dégradation matérielle dans le cadre de la location de salles
- cautions pour les particuliers en cas de non nettoyage dans le cadre de location de salles
- cautions pour dégradation et/ou non nettoyage du matériel dans le cadre de prêts de matériel aux associations et autres institutions

Article 2 : La régie est installée au service des Relations publiques, dalle commerciale, allée de Rouergue, 94600 Choisy-le-Roi

Article 3 : Les recettes désignées à l'article 1 seront encaissées en numéraire, par chèques bancaires, par virements ou par carte bancaire.

Article 4 : Les chèques de caution font l'objet d'un suivi par le régisseur et d'une vérification à chaque versement de la régie auprès de Monsieur le Trésorier principal d'Orly.

Article 5 : Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 3000 €.

Article 6 : Un compte de dépôt de fonds au Trésor est ouvert au nom de la régie.

.../...

Article 7 : Le régisseur ne dispose plus du fonds de caisse d'un montant de 100 € qui devra être reversé à Monsieur le Trésorier Principal d'Orly.

Article 8 : Le régisseur est tenu de verser à Monsieur le Trésorier Principal d'Orly le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 5 et au minimum une fois par mois.

Article 9 : Le régisseur est tenu de verser à Monsieur le Trésorier Principal d'Orly la totalité des justificatifs des opérations de recettes au minimum une fois par mois.

Article 10 Le régisseur est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 11 : Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 12: Le mandataire suppléant percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 13: L'intervention d'un (de) mandataire(s) a lieu dans les conditions fixées par son (leur) acte de nomination.

Article 14 : Monsieur le Maire et Monsieur le Trésorier principal d'Orly sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, dont ampliation sera transmise à Madame la Préfète du Val-de-Marne, Monsieur le Trésorier principal d'Orly et aux intéressés.

Article 15 : La présente décision sera communiquée au Conseil Municipal lors de la prochaine séance et publiée sur le site internet de la commune www.choisyleroi.fr

Article 16 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal administratif de Melun dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au contrôle de légalité, de sa notification et/ou de sa publication. Le tribunal administratif de Melun peut être saisi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 17 : La présente décision annule et remplace la décision n° 17.357 du 17 août 2017.

Fait en Mairie à Choisy-le-Roi, le 11 octobre 2022

Le Trésorier Principal d'Orly

SGC Orly
9 rue Charles de Colomb
94310 ORLY

Joël PIDOLLE
Inspecteur Divisionnaire Hors Classe
Finances Publiques

Le Maire,



Torino PANETTA
Maire de Choisy-le-Roi